

DEPARTEMENT DU VAR
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
COMMUNE DU PRADET

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE
à
la modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral
entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne
du 29 septembre au 29 octobre 2020

Décision n° E 20000005/83 du 29 janvier 2020
Tribunal administratif de Toulon

Arrêté Préfectoral n° DDTM/SAGJ – 2020/07 du 10 septembre 2020

Rapport d'enquête

SOMMAIRE

I. Généralités

- 1.1. Préambule ;
- 1.2. Objet de l'enquête et cadre juridique ;
- 1.3. Nature et caractéristiques du projet ;
- 1.4. Composition du dossier ;

II) Organisation et déroulement de l'enquête

- 2.1. Désignation du commissaire-enquêteur ;
- 2.2. Concertation préalable ;
- 2.3. Information effective du public ;
- 2.4. Climat de l'enquête ;
- 2.5. Clôture de l'enquête et modalités de transfert du registre ;
- 2.6. Relation comptable des observations ;

III) Analyse des observations

ANNEXE

Tableau résumé des observations

I) *Généralités*

1.1. **Préambule .**

Pour permettre le libre accès des piétons sur le littoral et assurer la continuité du cheminement, le principe d'une servitude de passage en bordure du Domaine Public Maritime (DPM) a été instaurée par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976.

Sur la commune du Pradet, l'Etat a ainsi ouvert au public un linéaire de 5 km entre la plage de Monaco et Carqueiranne, à compter de l'été 1982.

L'entretien des sentiers littoraux sur son territoire a ensuite été pris en charge en 2007 par la métropole Toulon Provence Méditerranée.

Sur la commune du Pradet, entre les plages des Bonnettes et de la Garonne, le sentier aménagé sur le DPM a dû être fermé au public en mars 2011, en raison de glissement de terrains consécutifs à des intempéries, les travaux de confortement de falaise mis en œuvre, à grands frais, à plusieurs reprises n'ayant pas suffi à assurer la stabilité des parois et des sols.

1.2. **Objet de l'enquête et cadre juridique .**

Pour rétablir le libre passage des piétons le long de ce littoral, en évitant les zones dangereuses, il est nécessaire de créer un cheminement en retrait des falaises à risques à l'intérieur des propriétés privées, ce qui modifie le tracé de la servitude de passage des piétons.

C'est le tracé de ce déport de servitude qui fait l'objet de l'enquête publique.

La modification du sentier littoral entre les plages des Bonnettes et de la Garonne est proposée conformément au Code de l'Urbanisme en ses articles L 121-31 à 37 et R121-9 à 32, notamment, l'article L 121-32 qui stipule que lorsque le passage en limite du DPM ne peut être envisagé (cf. supra), la servitude de passage le long du littoral doit être modifiée pour être déportée plus à l'intérieur des propriétés privées.

L'enquête publique est effectuée selon les modalités définies par le Code des relations entre le public et l'administration, aux articles L134-1 à L134-35.

1.3. **Nature et caractéristiques du projet .**

A la suite des études menées, il a été retenu un passage en haut de falaise, avec un impact visuel limité, et un recul de cheminement par rapport à la falaise pour pérenniser le tracé. En effet, la maintien du cheminement sur le DPM aurait imposé des travaux très conséquents et la mise en place de protections non compatibles avec le caractère d'espace remarquable du pied de falaise et n'assurant pas la sécurité, à terme, face à l'évolution probable de son érosion..

Ce projet assure le respect du caractère naturel, paysage, faune et flore, la sécurité des usagers en évitant les zones qui présentent des risques d'instabilité. Il permettra la mise en valeur du site tout en empêchant sa dégradation ; les travaux se limiteront à des interventions ponctuelles pour franchir et sécuriser les passages difficiles, faciliter le passage de certains secteurs par création de marches et réhabilitation d'un escalier et d'une banquette maçonnée ; les ouvrages seront réalisés de manière à résister aux conditions difficiles du milieu, sans engendrer d'importantes contraintes d'entretien.

Enfin, le tracé offrira des vues mer, affirmant son caractère de sentier du littoral.

1.4. **Composition du dossier.**

Le dossier soumis à enquête, comprend notamment ;

- 1- Une notice explicative exposant l'objet de l'opération prévue ;
- 2- Un Dossier de plans, avec
 - 2.1- Plan de situation
 - 2.2- Plan parcellaire du tracé
- 3- L'état parcellaire des terrains sur lesquels le transfert de la servitude est envisagé, avec l'indication du tracé à établir et celle de la largeur du passage ;
- 4- L'étude de faisabilité
- 5- Le plan d'ensemble du projet des travaux

A la demande du commissaire enquêteur, y a été rajouté un dossier administratif comprenant :

- ◆ L'avis d'enquête,
- ◆ l'arrêté municipal d'ouverture d'enquête,
- ◆ La lettre de désignation du commissaire enquêteur,
- ◆ les parutions dans la presse des annonces légales,

Ce dossier pouvait également être consulté et téléchargé sur le site internet de la préfecture du Var.

II) Organisation et déroulement de l'enquête

2.1. Désignation du commissaire-enquêteur.

Par décision n° E 20000005/83 du 29 janvier 2020, le président du tribunal administratif de Toulon a désigné M. Arnaud d'ESCRIVAN en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

« la modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne sur la commune du Pradet. »

2.2.Déroulement préalable.

Après sa désignation, le commissaire enquêteur s'est rendu le 4 février 2020 à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), pour un premier contact et prendre le dossier d'enquête. Après en avoir pris rapidement connaissance, il y est retourné le 11 février pour se le faire présenter par le rédacteur, puis le 4 mars, il a rencontré à la métropole des représentants de celle ci et de la commune du Pradet.

C'est alors qu'est intervenu le premier confinement entraînant la mise en sommeil de la procédure.

Dès le déconfinement, les représentants de l'Etat et des collectivités, interrogés, ont choisi d'attendre l'automne pour relancer l'enquête, et le 10 septembre, le commissaire enquêteur est retourné à la DDTM pour la préparation en commun de l'arrêté préfectoral.

Il ne lui a cependant pas été possible de faire une visite complète du tracé proposé, qui aurait supposé la convocation et la présence de tous les propriétaires concernés ; il s'est donc contenté d'aller voir les deux extrémités du parcours à la fin des deux premières permanences, seul le 29 septembre côté Garonne, avec la présidente de l'A.S.L. « Jeanne d'Arc » le 6 octobre côté Bonnettes.

2.3.Information effective du public.

Dès le début de l'enquête, le dossier complet a été mis en ligne, à la disposition du public, sur le site internet de la préfecture.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° DDTM/SAGJ – 2020/07 du 10 septembre 2020 , l'avis d'enquête a été publié par la municipalité dans les journaux La Marseillaise et Var-Matin du 15 septembre 2020 .

Il a fait l'objet d'une nouvelle publication dans les mêmes journaux du 6 octobre.

Comme précisé par le certificat d'affichage du 30 octobre, du maire du Pradet, l'arrêté préfectoral et l'avis d'enquête publique ont été affichés sur le panneau d'affichage du Service Environnement dans le hall de l'hôtel de ville du 15 septembre au 30 octobre 2020.

Les permanences ont été tenues dans les locaux de la mairie du Pradet, parc Cravero, aux jours et heures fixées par l'arrêté préfectoral, à savoir :

- ▲ mardi 29 septembre 2020 de 9 h à 12 h ,
- ▲ mardi 6 octobre 2020 de 15 h à 18 h 30,
- ▲ vendredi 16 octobre 2020 de 9 h à 12 h,
- ▲ jeudi 29 octobre 2020 de 14 h à 17 h.

En dehors des permanences, le dossier a été accessible au public pendant les heures normales d'ouvertures de la Métropole et de la mairie, du mardi 29 septembre 2020 matin au jeudi 29 octobre après midi inclus.

Il était également consultable sur le site internet de la préfecture : www.var.gouv.fr

2.4. Climat de l'enquête.

La participation, lors des permanences a été limitée, avec des visiteurs courtois. De même, les quelques observations adressées par courrier ou remises à la mairie l'ont été en des termes modérés, malgré les oppositions au projet ; en revanche, celles, la majorité, envoyées par courriel adoptent pour beaucoup un ton cinglant, voire agressif pour certaines (cf, infra l'analyse des observations) ;

Il est donc regrettable que la majorité des intervenants aient choisi de faire leurs observations par internet, sans rencontrer préalablement le commissaire enquêteur, qui aurait pu leur apporter des explications et/ou des éclaircissements.

D'autre part, il convient de noter l'accueil reçu à la mairie, dont le personnel des services concernés a répondu avec efficacité à toutes demandes du commissaire enquêteur.

2.5. Clôture de l'enquête et modalités de transfert des registres :

Le dernier jour d'enquête, comme stipulé par l'arrêté municipal, le registre a été clôturé et laissé à la mairie, pour signature, le lendemain, par le maire ; l'ensemble du dossier a ensuite été porté par un agent au commissaire enquêteur pour établir son rapport, avec lequel il les transmettra au commanditaire.

2.6. Relation comptable des observations.

Pendant la durée de l'enquête :

- 13 observations ont été portées sur le registre d'enquête, certaines, uniquement pour noter la remise d'une pièce jointe ou en annoncer un prochain envoi.
- 6 lettres sont arrivées ou ont été remises à la mairie, dont l'une avait été annoncée par une visite préalable.
- 54 courriels ont été reçus, mais représentent un peu moins d'intervenants en raison de doublons ou d'envois multiples par un même auteur,

C'est donc, en réalité, une soixantaine de personnes qui se sont exprimées sur le projet.

III) *Analyse des observations*

3.1 . Remarque générale

Toutes les observations sont résumées dans le tableau joint en annexe.

Un peu moins du tiers sont favorables au projet, avec toutefois des réserves ou des conseils d'aménagement ponctuels, deux tiers se prononçant résolument contre pour tout ou partie des motifs détaillés ci dessous. Il convient de relever que ce sont presque exclusivement des résidents, propriétaires ou locataires du lotissement Jeanne d'Arc et de « l'Enclave », et que l'effet de groupe a manifestement joué, mêmes remarques, rédactions identiques...Pour appuyer leur démarche, beaucoup n'hésitent pas à faire intervenir des connaissances, et à multiplier les motifs de refus, sans en avoir parfois vérifié la validité.

Enfin quelques uns ne se prononcent vraiment ni pour ni contre le projet.

3.2. Avis favorables

Ceux qui approuvent le projet sont concernés non par intérêt personnel, mais par la nécessité de rétablir cette liaison entre les deux plages, fermées depuis près de 10 ans, et par la valorisation touristique qui en résultera ; ils approuvent le choix du tracé, celui du bord de mer étant soumis aux aléas climatiques et à la montée des eaux qui en résultera, ainsi que des dangers consécutifs aux éboulements de falaises.

En dehors de quelques particuliers, il s'agit d'associations, Fédération des Mouvements d'Actions pour la Rade de Toulon et le littoral varois, dite M.A.R.T., et Pradet Environnement et de deux gérants de Campings voisins.

Certains souhaitent l'installation de bancs sur le parcours, ainsi que de possibilités d'accès à la mer, là où ils ne présentent pas de dangers.

Plusieurs, tout en comprenant les préoccupations des riverains note que des intérêts privés ne sauraient s'opposer au bien général.

3.3 Avis défavorables

Comme indiqué ci dessus, leurs rédacteurs ont tous, peu ou prou à voir avec le lotissement Jeanne d'Arc ou « l'Enclave », ce qui explique que c'est **l'insécurité des piétons** sur le chemin entre les deux, qui est la plus indiquée (27 remarques) ; la crainte vient de l'étroitesse du chemin, y rendant dangereuse la cohabitation entre les randonneurs et les véhicules, ainsi que son absence d'éclairage aggravant le problème la nuit.

Vient ensuite, relevée 24 fois, **l'absence de concertation préalable** des auteurs du projet avec ces habitants, alors que la notice explicative indique qu'il y a eu « négociations avec les propriétaires concernés », quand la plupart disent n'avoir même pas été avertis.

A ce sujet, il faut joindre celui de la **publicité de l'enquête**, une dizaine de remarques notant l'insuffisance voire l'absence totale d'affichage sur les lieux et à la mairie, ainsi qu'une publication tardive et incomplète dans la presse.

La vraie préoccupation est, en fait, la **perte de la sécurité et de la quiétude** dans les résidences (22 notas), conséquence de la suppression du portillon en haut de l'escalier d'accès, ouvrant l'accès à tous, ce qui s'accompagnerait de multiples nuisances, notée une quinzaine de fois, bruit, vols, incivilités, déchets, déjections canines, vues sur les logements... L'ASL Jeanne d'Arc demande en conséquence, pour rétablir la clôture du lotissement, que soit prévue l'installation d'un portail télécommandé, barrant le chemin en amont de l'escalier, sans résoudre la question pour l'Enclave. De même la propriétaire voisine de l'escalier demande une protection visuelle identique à celle prévue le long du Centre Départemental de l'Enfance (CDE).

L'aggravation du **risque de départ de feux et d'incendie**, liée au développement de la fréquentation sur le passage, vient immédiatement derrière, relevée une bonne vingtaine de fois, rien dans le projet ne précisant d'éventuelles mesures de protection et d'intervention. A remarquer que ce risque apparaît également dans les préoccupations de plusieurs avis favorables.

C'est aussi la **sécurité** qui est mise en avant avec l'état **de l'escalier**, soi disant menacé d'écroulement, et les **risques d'éboulement de la falaise** bordant le sentier, et ce d'autant plus que la communication de l'étude de 2014 dite « CEREMA », mentionnée dans le dossier a été refusée à ceux qui en ont fait la demande, alors qu'il semble qu'elle n'ait pas été actualisée depuis sa rédaction en dépit de plusieurs éboulements. De là se pose la question de la **responsabilité civile du propriétaire de l'escalier**, actuellement l'ASL Jeanne d'Arc, et de l'impossibilité de l'assurer s'il est ouvert au public, qui pousse celle ci à demander un transfert de propriété « par tout moyen adéquat ».

Enfin une dizaine d'observations portent sur les éventuelles **atteintes à l'environnement**, faune et flore, entraînées par la multiplication des passages de piétons, regrettant l'absence d'étude d'impact et deux propriétaires s'inquiètent de la **dévalorisation de leur bien**, suite à tout ou partie des observations.

Quelques uns, favorables au rétablissement du tracé de bord de mer proposent différentes méthodes pour y parvenir, regrettent son abandon un peu rapide, et mettent en cause un choix qu'ils estiment bureaucratique et motivé par de seules considérations économiques. D'autres, ajoutent des remarques ou considérations qui sortent du champ de l'enquête publique.

Commentaires du commissaire enquêteur sur les avis défavorables :

S'agissant de la **sécurité sur le chemin** entre l'escalier et l'Enclave, aujourd'hui, cette portion est empruntée indifféremment en voiture ou à pied par les occupants de celle ci, sans que des incidents aient été mentionnés, et il est même précisé dans l'une des observations que sa largeur est de 4 m, ce qui paraît suffisant pour les croisements voitures-piétons. De surcroît, le porteur de projet aura la

charge de son entretien et pourra veiller au bon état des bas côtés. Cependant il pourrait être utile de prévoir l'installation de quelques réverbères à alimentation solaire pour faciliter les passages nocturnes.

En ce qui concerne **l'absence de concertation préalable**, lors des premières réunions d'étude de tracé, l'ASL Jeanne d'Arc a été représentée, successivement le 6/07/2011 par M. Guiol et le 30/09/2011 par M. Guinard, président, qui ont tous deux donné un avis favorable au principe, moyennant des réserves indiquées ci dessus. C'est pourquoi, ensuite, l'attention s'est focalisée sur les abords du C.D.E., plus problématiques. En revanche, même s'il a été noté le 30/09/2011 que le cheminement est très proche du domaine de l'Enclave, le déport de servitude ne passant pas sur cette propriété, les propriétaires de celui ci n'ont jamais été invités aux réunions.

La **publicité de l'enquête**, rappelée plus haut, deux publications dans la presse locale, le 15 septembre et le 6 octobre, et affichage en mairie du 15 septembre au 30 octobre, certifié par le maire, a été conforme aux prescriptions du Code des relations entre le public et l'administration.

On peut également noter qu'en 2016, un panneau, apposé à l'entrée de la plage des Bonnettes pour rappeler la fermeture du sentier littoral, mentionnait la volonté de rouvrir un sentier en haut de falaise, dont le projet de tracé était affiché. Il semble cependant qu'ultérieurement, ce panneau ait été remplacé par d'autres, ne comportant plus le tracé.

Pour la **sécurité et la quiétude des résidences**, il conviendra de prévoir la mise en place d'un portail télécommandé fermant le lotissement Jeanne d'Arc, comme demandé dès 2011 par l'A.S.L. ainsi qu'à l'entrée du parking de l'Enclave, et protéger celle ci et la maison voisine de l'escalier par un brise vue comme le long du C.D.E.

Pour la **protection contre les incendies**, le sentier littoral sera fermé en cas de risques forts, éventuellement par des portillons aux deux extrémités. D'autre part, des patrouilles de surveillance sont effectués régulièrement par des écogardes de T.P.M.

La **sécurité de l'escalier** est effectivement sujette à caution, et des fissures viennent d'apparaître récemment sur le bord de la plateforme supérieure ; sa réfection et sa consolidation devront donc impérativement être prévue. S'agissant de **sa propriété**, même si la prise en charge du tracé et son entretien, escalier compris, par T.P.M. dégagera la responsabilité de l'A.S.L. Jeanne d'Arc, il pourrait être judicieux, pour apaiser les débats, d'en envisager le transfert à la collectivité par la procédure la mieux adaptée, comme cela a été également demandé lors des réunions de 2011 mentionnées ci dessus.

Le tracé a été choisi en recul du sommet de **falaise**, à une distance suffisante pour parer aux futurs **éboulements**.

Si la **protection de l'environnement** n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact, c'est parce que la direction régionale de l'environnement (DREAL) a considéré inutile d'effectuer une étude « cas par cas ».

Sans commentaires pour les autres observations.

Toulon, le 25 novembre 2020

Le commissaire enquêteur



Arnaud d'Escrivan

ANNEXE

Tableau résumé des observations

ANNEXE

Page 1

Tableau résumé des observations

Numéro	Date	Civilité	Nom	Prénom	Adresse	Qualité, avis et motivation	Fav,	Défav,
Registre	réf. R							
1	06/10/20	Pdte ASL J. d'Arc	Balvet	Martine	Le Pradet	Escalier et parcelles 101 & 180 propriétés ASL ; reviendra	0	0
2	06/10/20	Mme	Vachez		Le Pradet	Encourage le projet,	1	
3	06/10/20	M.	Royer	Michel	Oursinières	Enverra courriel (cf. M)	0	0
4	16/10/20	SCI Invest C	Nicolas	A.	L'Enclave	Ch, étroit, sécurité piétons, nuisances habitants		1
5	16/10/20	V. Pdt déd, MART	Monier	Serge		Très fav, enverra courrier	1	
6	16/10/20	Mme	Musico	Lilia	Le Pradet	Approuve totalement le projet	1	
7	20/10/20	Gérants camping	Bertrand Fann	Sciroto mic	Prt os sains	Favorable, étroit tourbique	1	
8	26/10/20	Gérante camping	Gehin	Brigitte	L'Hermitage	idem	1	
9	29/10/20	ASL J. d'Arc	Balvet	Martine	Le Pradet	Pas de concertation préalable, ni affichage sur site, risques effondrement, sécurité piétons..., 2 pages. Réexaminer et concerter		1
10	29/10/20	Mme	Hannouz	Evelyne	Lot, J. d'Arc	idem		1
11	29/10/20	Pdte Pradet envir	Mouttet	Chantal	Le Pradet	Il es temps de rétablir le sentier ; des aménagements souhaités.	1	
12	29/10/20	M.	Chastant	Patrick	Le Pradet	Très favorable	1	
13	29/10/20	Océanographe	Sandel	Christine	Le Pradet	Note remise par Mme Balvet ; favorable, avec qges remarques	1	
Courriers, réf C.								
1	17/10/20	M.A.R.T.T. (cf. R 5)	Monier	Serge	Le Pradet	Réhabilitation tronçon « atout pour Pradétains et pour tourisme	cf,R5	0
2	23/10/20	SCI Invest C	Nicolas	A.	L'Enclave	Consultation indiquée dossier n'a pas eu lieu, ni affichage sur site		cf. R4
3	non daté	Mme & M.	Margathé	Elis. & Jacq.	Lot, J. d'Arc	Veut maintien en bord mer et concertation qui n'a pas eu lieu		1
4	non daté	Mme	Trunde	Maryse & fils	Lot, J. d'Arc	S'oppose à démolition portillon, pb prise en charge entretien escalier		1
5	26/10/20	M. & Mme	Rourret	G.	Lot, J. d'Arc	Pas de concertation, demande complément d'enquête		1
6	28/10/20	Mme	Mongne	Catherine	Lot, J. d'Arc	pas d'information, pb accessibilité, propriété escalier	0	0
Courriels, réf. M								
1	29/09/20	Mme	Boni	Nathalie	La Garonne	Favorable réaménagement sécurisé – Garder aspect naturel du site	1	
2	10/10/20	M.	Blum	Christophe	Lot, J. d'Arc	Danger piétons, nuisance résidents		1
3	10/10/20	Mme	Parent-Blum	Anne-Marie	id. ?	Sécurité, quiétude, risques cambriolage, bruit, déjections canines...		1
4	11/10/20	M. ou Mme	Chambre	Claude	Lot, J. d'Arc	Demande ajout protection visuelle et anti bruit	0	0
5	15/10/20	M.	Sanfratello	Martial	L'Enclave	sécurité, quiétude, risques incendie, bruit, déchets picnic, déjections		1
6	15/10/20	M.	Blum	Thierry	Lot, J. d'Arc	Pb sécurité/chemin, risques et nuisances multiples		1
7	15/10/20	M.	Saffray	Florian	Lot, J. d'Arc	Sécurité résidence, danger chemin, environnement fragile		1
8	15/10/20	M.	Allesume	Olivier	L'Enclave	Sécurité l'Enclave, vois, bruit, déchets, incendie, éboulements		1
9	15/10/20	Mme	Benhaya	Houria	Draguignan	Pas de concertation, Erosion chemin, incendie, bruit, déchets		1
10	15/10/20	Mme	Tourre- Alleaum	Sylvie	L'Enclave	idem M8		1
11	16/10/20	M.	Deneubourg	Francis	L'Enclave	Pas de concertation ; sécurité environnement et piétons, escalier privé, dévalorisation des biens		1
12	16/10/20	M.	Deneubourg	Francis	L'Enclave	Suite du précédent sur les risques, notamment effondrement	0	0
13	16/10/20	Mme	Benhaya	Fatima	Marseille	Chemin étroit, terrain instable, pas d'éclairage, nuisances/Enclave		1
14	16/10/20	Mme	Benhaya	Yasmina	Draguignan	idem précédent et M9		1
15	17/10/20	M.	Monier	Serge	Toulon	Difficulté pour donner avis sur internet	0	0
16	17/10/20	M.	Royer	Michel	Oursinières	Cf,M3. Regrette le déport du sentier, souhaite des bancs/itinéraire		1
17	17/10/20	M.	Bouchon	Serge	Le Pradet	Ne pas laisser quelques riverains empêcher les marcheurs	1	

Modification du tracé du sentier littoral entre les Bonnettes et la Garonne

N° E2000005/83

ANNEXE

Page 2

18	18/10/20	M. & Mme	Laurent	Dom. & Evelyn	Le Pradet	Pas de concertation, danger chemin piétons et affaissement, nuisances				
19	18/10/20	M.	Lefauchaux	Guillaume	Le Pradet	« Enclave »		1		
20	20/10/20	Mme	Caparros	Carol	Carqueirane	Pas d'accord avec tracé, mais sans raison explicite		1		
21	21/10/20	Mme	Sauzeon	Mathilde	Toulon	Opposée au passage devant son appart, à l'Enclave, dévalorisée		1		
22	22/10/20	M.	Gey	Christophe	Toulon	Chemin de l'Enclave inapproprié au partage promeneurs voitures		1		
23	23/10/20	Pdt fédé M.A.R.T.	Trede	André	Toulon	Le confort des riverains ne peut s'opposer au bien général		1		
24	23/10/20	M.	Raybaud	Francis	Lot, J. d'Arc	Intérêt public passe avant mécontentement riverains, mettre en place mesure de protections issues et vues sur ceux ci		1		
25	24/10/20	M.	Tourette	Alexandre	Lot, J. d'Arc	Ni info, ni concertation, ni négociation avec les co lotis		1		
26	25/10/20	Mme	Chambre	Marie-Jeanne	Lot, J. d'Arc	Art, code urb. Pas de concertation, rétablir passage bord mer		1		
27	25/10/20	M.	Federlen	Serge	Lot, J. d'Arc	Cf, M4 – aucune concertation, complément enquête nécessaire		1		
28	25/10/20	Mme	Baldaccini	Nathalie	Lot, J. d'Arc	Escalier privé et fragile, pb entretien, libération accès copro		1		
29	25/10/20	M.	Mourre	Xavier	Lot, J. d'Arc	Ni concertation, ni affichage, ni accès étude CEREMA, sécu. chemin		1		
30	25/10/20	Mme	Tourette	Marie	Le Pradet	Cession parcelle escalier et clôture en haut accès lotissement	0	0		
31	25/10/20	M.	Damiens	Grégory	L'Enclave	Sécurité des deux résidences et des piétons/chemin		1		
32	25/10/20	Mme	Mudge	Elisabeth	Le Pradet	Etroitesse chemin, risques et nuisances sur ceux ci		1		
33	25/10/20	M.	Damiens	Grégory	L'Enclave	Tracé dangereux, accidentogène, risques incendie		1		
33 bis	26/10/20	M.	Tollard	Didier	L'Enclave	Complète M 31	0	0		
34	26/10/20	Mme	Edelemann	Alice	Lot, J. d'Arc	Tracé bureaucratique, libérant accès propriétés, atteinte tranquillité		1		
35	27/10/20	M.	Debilly	Jean-Michel	L'Enclave	Copie conforme M28		1		
36	27/10/20	Mme	Garcia	Marie-Thérèse	Lot, J. d'Arc	Annexion escalier privé, sécurité & état chemin, « désenclavement »		1		
37	27/10/20	M.	Rivière	Christian	Lot, J. d'Arc	Pas contactée pour le projet, reprendre enquête		1		
38	28/10/20	Mme & M.	Bergognon	Isab. & Didier	Lot, J. d'Arc	idem		1		
39	28/10/20	Mme	Vuotto	Martine	Lot, J. d'Arc	Non consultés, risques piétons, incendie, sécurité lotissement		1		
40	28/10/20	Mme	Callet	Sylvie	L'Enclave	Risque effondrement escalier & pb assurance, incendie, nuisances		1		
41	28/10/20	M.	Biasizzo	Robert	L'Enclave	Pas de concertation, sécurité piétons, incendie, nuisances		1		
42	28/10/20	Mme	Signoret	Valérie	Le Pradet	Perte tranquillité, risques vols et surtout feu		1		
43	28/10/20	M.	Perrigault	J. Bernard	Le Pradet	Sécuriser falaise et faire sentir le long des plages, risques feu		1		
44	28/10/20	M.	Callet	Olivier	Tarbes	Pas accès directs mer prévus, lutte incendie non précisée, confortement ensemble non indiqué, pb buse vs érosion		1		
45	29/10/20	M.	Mermet	Denis	Hyeres	Sécurité des biens et des personnes, chercher trajet alternatif		1		
46	29/10/20	M.	Ramage	Gilles	Le Pradet	Danger croisements, érosion falaise, incendie		1		
47	29/10/20	M.	Ramage	Gilles	Le Pradet	Annulé par le suivant	0	0		
48	29/10/20	Mme & M.	Holland		Le Pradet	Aucune concertation, appropriation propriété privée d'où nuisances		1		
49	29/10/20	Mme	Callet	Jeannine	Toulon	Info lacunaire, pas étude d'impact, dossier mensonger, dangers		1		
50	29/10/20	M.	Blum	Thierry	Lot, J. d'Arc	tracé incompatible sécurité et impactant faune et flore		1		
51	29/10/20	M.	Blum	Thierry	Lot, J. d'Arc	Cf, M6	0	0		
52	29/10/20	Mme	Grenard	Faustine	non précisé	Cf, M6	0	0		
53	29/10/20	Mme	Battefort	Stéphanie	Villefranche/Saone	Opposée pour raisons de sécurité		1		
							TOTAL	13	47	